Bulletin Established Cott

Infos actualités fédérales sur Site Internet : www.sante.cgt.fr - E-mail : com@sante.cgt.fr

De l'argent, Il y en a,

il doit bénéficier aux usagers, à toute la population !

Depuis des années, le secteur de la santé et de l'action sociale subit des réformes dont le seul but est de répondre à une logique économique. Toutes ces restructurations ont non seulement affaibli le service public, mais encore remis en cause les droits collectifs des salariés à travers des conventions collectives dénoncées, malmenées, et un statut sans cesse pointé du doigt.

La présentation par le gouvernement du projet de loi de finances de la sécurité sociale pour 2014 montre une volonté affirmée d'aller encore plus loin.

Encore une fois, plutôt que d'aller chercher l'argent là où il se trouve (33 milliards d'euros de fraude à la TVA, 330 milliards d'euros – c'est le montant des fortunes des 500 français les plus riches, leur progression a été de 25% en un an...) le choix politique est de

faire payer les plus démunis et de retirer des moyens aux hôpitaux et aux structures médico-sociales.

C'est un choix de classe, c'est un renoncement manifeste à répondre aux besoins d'une population pourtant en grande difficulté.

L'austérité, le blocage des salaires, les attaques contre la retraite, la protection sociale... ne sont pas une fatalité mais le résultat d'une stratégie nationale de santé visant à privatiser des pans entiers de ce secteur. C'est une politique contre laquelle nous devons amplifier le combat.

Alors n'ayons pas d'illusions, tout dépend de nos luttes et seulement de nos luttes. Il n'y a pas d'autre voie pour nous que de l'organiser et de mettre tout en œuvre pour lui donner les moyens de se développer et de s'exprimer.

Ce serait une illusion mortelle que de prétendre faire revenir le pouvoir sur ses choix sans lutte frontale.

public et privé. c'est tous ensemble que nous GAGNERONS !. Numéro

2013/23 Vendredi 4 octobre 2013

Spécial ACTION 15 octobre 2013

SOMMAIRE

✓ Tract 15 OCTOBRE 2013	p.2
✓ Tract PLFSS «La santé est sacrifiée»	p.3-4
✔ Prévisionnel des stages 2014	p.5
→ Fiche de candidature stages 2014	p.6
✓ Communiqué PLFSS	p.7
✓ Déclaration CE Confédérale	p.8

Périodicité: Hebdomadaire N° 2013/23 - octobre 2013 Imprimé par nos soins Fédération Santé Action Sociale

263, rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX Directeur de Publication : Bruno JARDIN N° commission paritaire : 0707 \$ 06 134

FÉDÉRATION DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

263, rue de Paris, case 538 • 93515 Montreuil Cedex • Télécopie : 01 48 57 56 22



15 OCTOBRE 2013

EMPLOI, SALAIRE, RETRAITE, PROTECTION SOCIALE

De l'argent, il y en a !

Non, le travail n'est pas un coût mais un atout.

Nous devons hausser le ton pour obtenir les moyens de travailler. Si nous ne faisons rien, avec le PLFSS 2014, c'est 440 millions d'économies qui seront faits sur les hôpitaux et sur « notre dos ».

Lutter, se mobiliser pour :

- ✓ des créations d'emplois
- ✓ des embauches pérennes en CDI dans le privé, des titularisations dans la Fonction Publique Hospitalière
- ✓ de meilleurs salaires qui reconnaissent nos qualifications
- ✓ une protection sociale organisée pour répondre aux besoins
- ✓ des pensions de retraite qui permettent de vivre décemment prenant en compte les années d'études professionnelles et d'apprentissage
- ✓ la reconnaissance de la pénibilité de nos métiers
- ✓ la reconnaissance et la mise en pratique de l'égalité Homme Femme.

Les richesses créées par le travail doivent servir aux salariés (augmentation des salaires et donc des cotisations sociales) et ne plus être captées par la finance.

Le gouvernement continue de répondre aux injonctions du patronat, en oubliant les revendications des salariés. Si l'on ne fait rien, aucune raison d'espérer que notre sort va s'améliorer. Une seule solution, se mobiliser pour mettre fin à l'appétit des actionnaires et du patronat.

Quelques exemples pour faire avancer la prise de conscience :

✓ 330 milliards d'euros et le montant de la fortune des 500 français les plus riches ... une progression de 25% en un an selon le magazine "Challenges". *Indécent!*



- Le top 10 de ces grosses fortunes s'est enrichi de 30 milliards en un an et pèse aujourd'hui 135 milliards, c'est 40% de l'ensemble.
- ✓ Pour ne prendre que le premier d'entre eux, Bernard Arnault, il pèse 24,3 milliards d'euros, soit plus de 18 000 000 000 de SMIC. **Indécent!**
- √ 32 milliards de fraude à la TVA. Indécent!

Alors oui, c'est indécent,

lorsque le gouvernement veut faire payer la population, les salariés à travers une politique d'austérité sans précédent...

Imposons nos revendications, le droit de vivre et de travailler décemment n'est pas une utopie, c'est notre revendication première, elle pose la question de l'emploi, des salaires, de la protection sociale et bien sûr des retraites.

<u>La situation actuelle n'est pas une fatalité, c'est un choix politique</u> qui doit être bousculé.

Plus que jamais soyons à l'offensive. De l'argent il y en a et il doit bénéficier aux salariés, aux usagers, à toute la population.

La CGT appelle les salariés de la santé publique, de la santé privée et de l'action sociale à se réunir et à se mobiliser.

> Une semaine d'action est organisée du 7 au 11 octobre 2013.

Elle doit servir à la réussite d'une journée unitaire et interprofessionnelle le 15 octobre 2013.



Salaires!

la	_
Cg	

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation

- SIL	inetini de contact et de syndicanisati	
Je souhaite	prendre contact n	ne syndiquer
NOM :	Prénom :	
Adresse :		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
	Ville :	Laid
Téléphone :	Empil	cgt
		A PD - CL - PA Y
	/ous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.:	6.
	70us pouvez aussi aunerer en lighe sur www.cgi.i	



La Santé est SACRIFIE

Nous attendions qu'elle soit une



Historique, du jamais vu, au-delà des exigences de Bruxelles, une vraie politique d'austérité ignorant les besoins de la population.

Le projet de loi de finances de la sécurité sociale pour 2014 (PLFSS) qui détermine l'augmentation **budgets** de nos établissements santé prévoit un taux d'évolution budgétaire CATASTROPHIQUE.

Pour l'hôpital, ce taux serait de 2,3% :

✓ envers les établissements sous T2A de 2.6%. ✓ envers les autres établissements de 1,3% (psychiatrie, soins de suite...).

Et pour le secteur médico-social de 3% :

✓ envers les établissements pour personnes âgées de 2,9%, ✓ envers les établissements pour les personnes handicapées de 3,1%, tenant compte du plan autisme.



Alors qu'il faudrait un taux de 4% pour la simple reconduction des moyens.

Cette réduction de moyens sans précédent va se traduire par :

- Plus de difficultés pour soigner convenablement, pour accompagner les personnes non autonomes.
- M Aucune réponse aux besoins de la population : par la création de lits et place de médecine pour désengorger les urgences, de soins de suite de réadaptation pour permettre la sortie de malades convalescents, pour augmenter le nombre de places en maison de retraite, en structure pour personnes handicapés, pour ne pas jeter à la rue les malades mentaux et les accompagner dans la société....

- M Aucune augmentation de nos salaires possible,
- M Aucune création d'emplois alors que la tension dans les services est extrême avec des d'encadrement en personnel qui met en danger la sécurité des patients et la santé des personnels.
- Une négociation impossible dans le secteur privé pour améliorer les garanties collectives, le pouvoir d'achat.
- Aucune amélioration de nos conditions de travail.

Parce que la masse salariale est le premier poste de dépenses des établissements sanitaire, médico-sociaux et sociaux,

ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont menacés.

Les politiques d'austérité dans la santé sont une catastrophe pour les populations.

C'est une catastrophe dans les pays européens touchés par la crise. En Grèce, au Portugal, en Espagne, en Allemagne, on enregistre un recul de l'espérance de vie, une dégradation de l'état de santé de la population, un accès aux soins de plus en plus inégalitaire.

NE LAISSONS PAS LA FRANCE SUIVRE CETTE MÊME VOIE ET LAMINER L'UN DES MEILLEURS SYSTÈMES DE SOINS DU MONDE.

Réduire les dépenses de protection sociale et de santé conduit à rentrer dans la spirale de la régression sociale et de l'appauvrissement des salariés, des retraités et de leurs enfants.

L'humain n'est pas une pas une marchandise, refusons les idées comptables laissant penser que les dépenses sociales sont un coût avec des dettes et déficits. Le déficit de l'assurance maladie n'est que de 4%. En terme de comparaison l'équivalent de 40€ sur le salaire d'un smicard.

Une autre répartition des richesses reste d'actualité, nous attendons toujours que les banques, le capital des entreprises participent au financement de la solidarité sociale à la même hauteur que les salariés.

LA SANTE EST UN INVESTISSEMENT POUR AUJOURD'HUI ET DEMAIN. C'EST NOTRE BIEN LE PLUS PRÉCIEUX. **ELLE N'A PAS DE PRIX.**

LA SANTE C'EST LA VIE!

Travailleurs de la santé, du médico-social, du social, la population nous témoigne très souvent sa confiance. Elle reconnaît nos difficultés et nos conditions de travail dégradées. Elle compte sur nous : NOUS NE POUVONS PAS NOUS TAIRE **ET LAISSER FAIRE!**

comment agir pour peser sur le futur débat parlementaire et obtenir



Bulletin de contact NOM: Prénom: Adresse:

Code postal : _ Ville:

Profession: Age:

Portable: E-mail:

Etablissement (nom et adresse):

Je souhaite : prendre contact \square me syndiquer \square A retourner à :

Fédération CGT Santé Action Sociale 263 rue de Paris - Case 538 93515 MONTREUIL CEDEX - orga@sante.cgt.fr

FD Santé AS - Plan de Formation Syndicale Prévisionnel 2014 au 13-08-13

49	47	40	40	39	26	26	24	23	22	15	14	1 4	13	7	O	Sem.
Du 01 au 05 Dec 14	Du 17 au 20 Nov 14	Du 29 Sept au 03 Oct 14	Du 29 Sept au 01 Oct 14	Du 22 au 24 Sept 14	Les 26 et 27 Juin 14	Du 23 au 25 Juin 14	Du 10 au 13 Juin 14	Du 02 au 04 Juin 14	Du 26 au 28 Mai 14	Du 09 au 11 Avril 14	Du 31 Mars au 04 Avril 14 5 j	Du 31 Mars au 04 Avril 14	Du 24 au 27 Mars 14	Du 10 au 12 Fev 14	Du 27 au 31 Janv 14	Dates de stage
5 j	4 j	5 j	3 _j	3 j	2 j	3 j	4 j	3 j	3 j	3 j	5 j	5 j	4 j	3 j	5 j	Durées
Statuts de la F.P.H Partie 1/2	Comités de groupes, NAO et stratégies revendicatives	Enjeux du champ fédéral	Orga Qualité de Vie Syndicale - Partie 2/2	Animer un syndicat - Partie 1/2	Collectif Vie Syndicale	CoGiTiel	Comités de groupes, NAO et stratégies revendicatives	Animer un syndicat - Partie 2/2	CoGiTiel	Orga Qualité de Vie Syndicale - Partie 1/2	Formation Formateurs	Enjeux du champ fédéral	Comités de groupes, NAO et stratégies revendicatives	Enjeux et mutation du secteur social et médico social, Analyse et propositions CGT	Statuts de la F.P.H Partie 2/2	Dénomination des stages et JE
responsables LDAJ dans les départements et régions	négociateur nationaux du privé et de l'action sociale, avoir suivi une SG d'USD, CEF, CE d'UF, Collaborateurs Politiques de niveau 1	Membres des CE (FD et UF)	responsables à l'Orga dans les USD et SG d'USD	nouveaux SG de syndicats dans les CHU et les gros établissements publics et privés	membres du collectif Fdal O.Q.V.S.	Secrétaires à l'Orga dans les USD et syndicats, SG d'USD	négociateur nationaux du privé et de l'action sociale, SG d'USD, CEF, CE d'UF, Collaborateurs Politiques	Stagiaires ayant fait la 1ère partie en Novembre 2012	Secrétaires à l'Orga dans les USD et syndicats, SG d'USD	responsables à l'Orga dans les USD et SG d'USD	SG d'USD, CEF, CE d'UF, Collaborateurs Politiques	Membres des CE (FD et UF)	négociateur nationaux du privé et de l'action sociale, SG d'USD, CEF, CE d'UF, Collaborateurs Politiques	SG d'USD et responsables aux Commissions Départementales Action Sociale	responsables LDAJ dans les départements et régions	Public visé
avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	avoir suivi une formation de niveau 1	départements et régions avoir suivi une formation de niveau 1	Pré-requis
Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Courcelle	Lieux
LDAJ	UFSP	ORGA	ORGA	FD	ORGA		UFSP	ORGA	FPC	FD	A. BRONES	ORGA	UFSP	UFAS	LDAJ	Animateurs

FICHE DE CANDIDATURE STAGES 2014

POUR LE STAGE INTITULE :		
Qui se tiendra du	au	_ 2014 à (lieu)

Fiche à retourner, par courrier uniquement, avec le chèque de réservation de 100 euros (à l'ordre de FD CGT Santé AS) à :

Fédération CGT Santé - Secteur Formation Syndicale **263 rue de Paris - Case 538 - 93515 Montreuil CEDEX**

Région, USD, UD, S	Syndicat, Fédératio	on, Union Fédérale	de:			
Nom du/de la secré	taire général(e) o	u responsable ayant	t inscrit le/la sta	giaire :		
Joint un ch	nèque de réserv	ation de 100 eur	os* n°			
Pour la candidat	ture suivante : <u>1</u>	personne par sy	y ndicat (voire d	lépartement	t, le cas échéan	t)
Nom:		P	rénom :			
Adresse personnelle	e:					
-						
Code postal :		Ville :	;			
Tél.:	Por	table :	F	i-mail :		
Sexe: F□ H□	Date de naissan	ce:/_////_//_	_/_/_/			
Profession:		Respo	onsabilités synd	icales :		
Nom et adresse de l'	établissement em	ployeur :				
Il relève de : Si du Privé, quelle e C'est un établisseme	est la convention c ent de : - de 300 s Rése	salarié-es □ ervation héberge	+ de 300 sa ment et repas	alarié-es □ s durant le	stage:	
	OUI 🗖	NON 🗖			o H 30 🗖	Après 20 H 30 🗖
Je veux être héberg	é-e sur la durée dı	ı stage : OUI 🗖	NON 🗖	(repa	ns chaud)	(repas froid)
Etant handicapé-e e	et/ou atteint-e d'u	ne maladie grave, j	e dois être logé-	e seul-e :	OUI 🗖	NON 🗖
		Formations :	syndicales eff	ectuées		
Formations syndica Si stages spécialisés Cache	s, précisez lesquels	Niveau 1 🗖 N	liveau 2 🗖 Nive	eau 3 🗖	it le/la stagiai	re:
E OF 3	Seules les inscr culier) seront pr	rises en compte, <u>n</u>	gnées du chèqu nais rien n'est à 1	régler pour l	vation (NON R les stages NAO,	EMBOURSÉ Sauf cas CGOS et Formation Prof.
	Davida alea amela	:	Anna nous admosa	or un moil . la	formationand	icale@sante.cgt.fr



FEDERATION CGT DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

2014 : année de l'austérité pour tous les salariés et leur famille

La présentation concomitante par le gouvernement du Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale (PLFSS) et du budget de l'Etat (PLF) montrent une volonté affichée de casser un peu plus le service public.

Avec un taux de progression de l'ONDAM hospitalier fixé à 2,3 % pour 2014, l'Etat exige des hôpitaux publics qu'ils réalisent 440 millions d'économies sur 2 grands postes : les achats, les médicaments.

De qui se moque-t-on?

Economiser sur les achats ? Lesquels et comment ?

Economiser sur les médicaments ? Comme si les établissements avaient la maîtrise des coûts de ceux-ci. Pense-t-on vraiment que pour soigner les patients, il faille supprimer les médicaments les plus coûteux?

C'est oublier que l'hôpital public et les établissements participant au service public sont ceux qui reçoivent tous les patients, quelle que soit leur situation sociale, que les pathologies les plus lourdes y sont traitées et suivies.

Les établissements de l'action sociale, quant à eux, seront pénalisés par la baisse des subventions aux collectivités locales qui financent leurs activités.

2013 a été marquée par la fermeture de services et d'établissements avec des licenciements à la clef. 2014 démarre sur la même lancée. Qu'adviendra-t-il des services de prévention, d'AEMO, qui ont déjà bien du mal à remplir leurs missions.

La CGT rappelle ses propositions pour financer la protection sociale :

- Mettre fin aux exonérations fiscales qui représentent aujourd'hui plus de 30 milliards d'euros
- La création d'une contribution sociale assise sur les revenus financiers des entreprises.
- L'institution d'un fonds de garantie des entreprises afin de rembourser les impayés de cotisations qui occasionnent chaque année des milliards de pertes de recettes.
- Augmenter les salaires et les pensions de retraite, c'est améliorer le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, mais c'est aussi faire rentrer de nouvelles ressources dans les caisses collectives et donc à la sécurité sociale.
- L'application effective de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, c'est 10 milliards de ressources supplémentaires pour la protection sociale.

Case 538 263, rue de Paris 93515 Montreuil Cedex

303

Pour la CGT, le gouvernement se trompe de diagnostic et de remède. Elle est déterminée à faire entendre et prendre en compte les revendications qu'elles portent depuis de nombreuse années et qu'elle ne cesse de mettre en débat.

Tél: 01.55.82.87.88

Fax: 01 48 57 56 22

E-Mail:

com@sante.cgt.fr

Montreuil, le 2 octobre 2013



· Aux organisations de la CGT

Montreuil, le 1er octobre 2013

Déclaration de la Commission exécutive confédérale

La Commission exécutive confédérale, réunie ce jour, a analysé l'état du processus revendicatif actuel, à partir notamment des réunions téléphonées tenues avec les organisations le 27 septembre dernier.

A partir de ces échanges et réflexions, la CE confédérale considère qu'il est essentiel, dans cette période, de créer les conditions du rassemblement le plus large possible des salariés. Cela nécessite d'ancrer davantage notre démarche revendicative sur les lieux de travail. La CE réaffirme la nécessité pour toutes nos organisations professionnelles et territoriales de réussir la semaine d'action du 7 au 11 octobre 2013 par des actions multiformes avec l'implication des salariés : interpellation du MEDEF, des parlementaires, conférences de presse, rassemblements, etc.

La CE confédérale appelle ses organisations à prendre toutes les dispositions d'impulsion nécessaires à la réussite de cette journée de mobilisation, et de son caractère unitaire avec arrêts de travail et manifestations en portant nos exigences en matière de salaires, d'emploi, de conditions de travail et de retraite.

Elle doit également être un point d'appui pour porter la syndicalisation parmi tous les salariés que nous ambitionnons de rassembler au sein d'un syndicalisme offensif et de conquête.

Face à l'offensive du MEDEF pour tenter de généraliser et banaliser le travail de nuit et du dimanche, la CGT tiendra, jeudi 3 octobre 2013, une conférence de presse pour réaffirmer notre position sur ce sujet et engager la poursuite de la bataille des salaires, véritable réponse contre la généralisation du travail du dimanche et du travail de nuit.

La CE décide d'ores et déjà de l'envoi à nos organisations d'un matériel sur l'emploi, les salaires, la retraite et la protection sociale. Elle décide également de prendre contact avec l'ensemble des organisations syndicales pour poursuivre des initiatives de mobilisations dans les suites du 15 octobre 2013.